

Kossuth et Napoléon III

LAJOS KÖVÉR

Les dirigeants des révolutions de 1848 n'ont vu dans la défaite qu'un déclin provisoire et ils ont tenu pour certaine l'explosion rapide d'un nouveau conflit international qui renverserait le statu quo européen dans un avenir très proche. Dans cette guerre, qui devait éclater à la suite de la question dite orientale, la Russie entraînerait l'Autriche et ainsi les peuples opprimés pourraient acquérir leur liberté. Les « émigrés de 1848 » se sont donc lancés dans une activité fiévreuse à Constantinople, à Paris et à Londres.¹

Afin de maintenir la question hongroise à l'ordre du jour international, Ferenc Pulszky œuvrait à Londres et Pál Teleki à Paris. Pourtant le personnage qui faisait le plus pour l'affaire était Lajos Kossuth, le principal dirigeant de la révolution et de la guerre d'indépendance hongroises de 1849-1849, qui jouissait encore d'une très grande renommée. En 1851, pendant ses tournées en Angleterre et aux États-Unis, il a séduit son audience par ses dons d'orateur et la clarté de son raisonnement. Il a non seulement ému le public pour la cause qu'il défendait, mais a beaucoup contribué à faire comprendre la responsabilité des gouvernements qui, tout en prêchant leur amour de la liberté, ont laissé la Hongrie seule contre l'intervention militaire russe au moment où elle était sur le point de secouer le joug des Habsbourg.²

Pendant son avancée depuis l'Hôtel de Ville de Londres jusqu'à la tribune du Congrès à Washington, Kossuth a participé à cinq cents réunions environ et établissait entre – temps de très bonnes relations avec les hommes politiques anglais et américains. Dans ses discours, il a attiré en général l'attention sur le fait que la consolidation des régimes despotiques représente également un danger pour les intérêts des pays qui jouissent d'un système constitutionnel.

Ainsi, argumentait – il, les pays ayant des institutions démocratiques, doivent aider la lutte des peuples opprimés non seulement sous l'impulsion de leur conscience mais aussi pour défendre leurs intérêts bien compris.

Bien que la neutralité armée observée par l'Autriche lors de la guerre de Crimée ait empêché la Hongrie de retrouver sa liberté, Kossuth, s'installant à Londres, continua d'agir pour l'affaire hongroise. Il a encore cru que la nouvelle crise inévi-

¹ E. Kovács, *A Kossuth-émigráció és az európai szabadságmozgalmak*. [L'émigration Kossuth et des mouvements de libération européennes] Budapest 1967, 402-419. L. Lukács, *Magyar politikai emigráció 1849-1867* [Émigration politique hongroise, 1849-1867] Budapest 1984, 194-215.

² E. Vajda, *Kossuth Lajos. Élet és jellemrajz* [Vie et caractère de Louis Kossuth] Budapest 1892, 59-77.

table du système des pouvoirs européens donnerait l'occasion d'une nouvelle mise en cause de la situation de la Hongrie ; et, dans de telles circonstances, que la monarchie des Habsbourg ne pourrait pas compter sur l'aide de la Russie.³

En 1859, les émigrés hongrois ont pu reprendre l'espoir d'un succès : l'Autriche, isolée sur le plan international et traînant après elle tous les dégoûts de dix ans d'absolutisme, s'est vue obligée d'entrer en guerre en Italie.⁴ Le premier ministre piémontais Cavour et son appui à l'étranger, Napoléon III, ont pris contact avec le général George Klapka, avec Laszlo Teleki et – naturellement – avec le chef de l'émigration, Lajos Kossuth.⁵ Ce dernier se trouvait d'abord devant un dilemme moral assez sérieux : fidèle au principe constitutionnel, il a rejeté tous les régimes autocratiques. Son attitude était semblable envers le Second Empire. Après sa rencontre avec le prince Napoléon à Paris en mai 1859, il écrit sur cette question de la manière suivante : « Personnellement, je suis républicain, mais je suis avant tout patriote, et je mets mon pays au-dessus de mes théories. Je pense qu'il faut graduer les intérêts d'après leur valeur. La question hongroise est une question d'existence ou de non-existence politique et nationale. C'est là l'intérêt qui domine tous les autres. La forme de gouvernement est secondaire. Inspiré par ces idées, j'ai moi-même proposé d'inscrire dans la déclaration d'indépendance de 1849 que, lors de la fixation définitive de la forme du gouvernement, nous nous plierons aux exigences de la situation européenne d'une part, et surtout le fait que nous nous allions à des monarques, nous conduisent nécessairement à la monarchie constitutionnelle. J'accepte donc sans nulle réserve cette condition de l'Empereur, et j'affirme à Votre Altesse que le sentiment général de ma nation l'acceptera. Mais pour pouvoir donner une direction à l'opinion publique de notre pays, je désirerais savoir quel personnage agréerait le plus à l'Empereur comme roi de Hongrie. »⁶

Après cette entrevue, Kossuth a rendu visite à l'Empereur, lequel lui promit son appui pour le retour de l'indépendance hongroise en échange des activités politiques et militaires visant à diviser les armées autrichiennes. En même temps, Kossuth a stipulé que lui seul devra être compétent pour donner l'ordre d'insurrection aux Hongrois ; et cela au moment où – parallèlement à un accord assurant l'appui des Roumains, Serbes et Croates – d'importants effectifs militaires français et italiens franchiraient la frontière hongroise avec l'ordre impérial de continuer la lutte jusqu'à l'indépendance totale de la Hongrie... Faute de quoi, il ne se chargerait que de l'appui politique de la campagne anti-habsbourgeoise par la réalisation d'une tournée de propagande ayant pour but l'obtention de la neutralité anglaise. Kossuth a également appelé les soldats hongrois de l'armée autrichienne à ne pas lutter contre les alliés et à passer aux troupes hongroises qui seront organisées.⁷

³ Gy. Szabad, *Kossuth politikai pályája*. [La carrière politique de Kossuth] Budapest 1977, 183–188.

⁴ P. Milza, *Napoléon III*. Paris 2004, 334–367.

⁵ M. Bariska, *L'âge d'or de l'amitié franco-hongroise*. Nouvelle Revue de Hongrie. Julie 1933. Budapest, No 6, 569–573.

⁶ Lajos, Kossuth: *Souvenirs et écrits de mon exil : période de la guerre d'Italie*, Paris, E. Plon, 1880. 154.

⁷ Th. Beregi, « Louis Kossuth et Napoléon III. » *Revue Politique et Parlementaire* 58 (1956), 413–416.

Les discours de Kossuth tenus lors des réunions publiques en Angleterre attirant une attention particulière de la presse internationale, ont d'ailleurs certainement contribué à la déclaration de la neutralité britannique d'importance majeure. Après la chute du gouvernement conservateur en Angleterre, le premier ministre Palmerston, dont la majorité parlementaire dépendait du groupe libéral des députés Gilpin, Cobden et Bright de l'école de Manchester, partisans sincères de Kossuth, s'est engagé à conserver la neutralité anglaise même en cas d'une extension de la guerre sur le territoire hongrois.⁸

Cette décision ne signifiait pas encore que les hommes politiques anglais aient déjà accepté l'argumentation de Kossuth, selon laquelle les véritables intérêts britanniques sont liés à l'autodéfense des nations du Danube contre l'intervention étrangère et non pas au maintien du pouvoir oppressant des Habsbourg. La réalité fut que le gouvernement anglais agit par la voie diplomatique pour que la guerre – limitée à l'Italie – se termine le plus tôt possible. Ainsi Kossuth faisait des pas importants pour obtenir la neutralité anglaise ; pourtant il a mal considéré ses propres compétences dans l'affaire hongroise.

Le chef de l'émigration hongroise – qui n'avait d'ailleurs pas confiance en Napoléon III – a signalé à Cavour dès la fin mai 1859, avant le commencement des opérations militaires décisives, que l'Empereur, à défaut des opérations générales en Hongrie, s'abstiendrait de l'attaque frontale des forteresses autrichiennes en Italie du Nord et se contenterait de la libération de la Lombardie. Les événements, avouons-le, ont plus tard justifié dans ce domaine les réserves du dirigeant hongrois.⁹

Entre-temps, le 6 mai 1859, Kossuth, Teleki et Klapka ont formé à Paris le Comité National hongrois qui s'est chargé du rôle de gouvernement en exil jusqu'à l'élection d'une nouvelle assemblée hongroise ; on avait en outre l'intention de le compléter d'un membre croate et d'un membre transylvanien.

Par suite, ils ont procédé à la réalisation de leurs devoirs militaires. L'immense majorité de l'émigration hongroise, jusqu'alors très divisée, a assuré de son appui le Comité National hongrois. Néanmoins, dans sa Communication envoyée en Hongrie, l'état-major de l'émigration a demandé à la nation de s'abstenir de tentatives de soulèvement imprudentes et l'a avertie en même temps de la nécessité d'un accord avec les nationalités roumaines, serbes et slovaques.

La réalité a finalement justifié l'angoisse de Kossuth : en partie en raison de la désertion d'unités hongroises entières, l'Empereur François Joseph a subi une gra-

⁸ M. Bariska, « Kossuth et Napoléon III. » *Nouvelle Revue de Hongrie* 8 (1932), 123-124.

⁹ Émile Ollivier (1825-1913), chef du gouvernement de l'Empire libéral, écrit: « Kossuth, Klapka, les émigrés poussaient leur nation à s'insurger. Victor-Emmanuel eût voulu les encourager. Assuré qu'à Home il allait se casser la tête contre un mur, il engagea secrètement son action personnelle vers Venise. Par plusieurs intermédiaires, et même par Rattazzi, il se mit en relations avec Garibaldi, lui promit des armes et de l'argent pour seconder le soulèvement hongrois s'il réussissait à éclater. A cette alliance mystérieuse il trouvait l'avantage, si l'insurrection hongroise avortait, d'envoyer Garibaldi se promener quelque temps hors du royaume, loin de Rome. ... Il y avait en Hongrie un parti révolutionnaire dont Kossuth était le chef extérieur et Teleki le représentant à Pesth mais le véritable dictateur moral, Deak, était absolument opposé à toute action insurrectionnelle. » E. Ollivier, *L'Empire libéral : études, récits, souvenirs...* Tome 5, Paris 1900, 189, 339.

ve défaite ; pourtant l'armistice de Villafranca a définitivement contrarié les desseins des dirigeants hongrois.

On peut encore noter que cette campagne ne sera pas la dernière coopération entre Napoléon III et les Hongrois. En 1864, quand l'archiduc Maximilien a débarqué au Mexique, une légion recrutée parmi les anciens soldats de l'armée autrichienne l'avait accompagné à bord du croiseur Novara. Dans cette légion on pouvait trouver 300 soldats hongrois dont une partie constituait la garde du corps de Maximilien.¹⁰

Kossuth, Lajos, *Souvenirs et écrits de mon exil : période de la guerre d'Italie*.
Paris : E. Plon, 1880, 151-164

PARIS, 5 MAI 1859
ENTRETIENS SECRETS DE LAJOS KOSSUTH
AVEC LE PRINCE NAPOLÉON, PUIS AVEC NAPOLÉON III

PREMIERS POURPARLERS AVEC LE PRINCE NAPOLÉON¹¹

Arrivé à Paris le 4 mai dans la soirée, je me rendis chez le prince Napoléon avec Ladislas Teleki¹² et Klapka¹³, le lendemain dans la matinée. Lorsque nous eûmes pris place, après les civilités d'usage, le prince me remercia, au nom de l'Empereur, d'avoir répondu à leur invitation ; il me déclara en même temps que la guerre contre l'Autriche était une décision d'une grande portée. L'Empereur désire que la nation hongroise profite de cette occasion pour reconquérir son indépendance, et il veut nous y aider.

¹⁰ E. Medzibrodzky, « Repercusión del „imperio” de Maximiliano y de la lucha independentista del pueblo mexicano en la prensa húngara contemporánea » *Estudios Latinoamericanos* 6/2 (1980), 155-169.

¹¹ Le prince Napoléon (1822-1891), surnommé « Plon-Plon » Napoléon Joseph Charles Paul Bonaparte - aussi appelé Napoléon-Jérôme Bonaparte ou prince Jérôme Napoléon, était le fils de Jérôme, roi de Westphalie, et de sa seconde épouse, la princesse Catherine de Wurtemberg. Orateur redouté il resta attaché sous l'empire aux idées jacobines qui lui avaient valu, sous la II^e République, son surnom « prince de la Montagne ». Sous le Second Empire il fut sénateur, commanda une division en Crimée et, marié en 1859 à Marie-Clotilde de Savoie, fille de Victor-Emmanuel, roi de Sardaigne, il encouragea Napoléon III à réaliser l'unité italienne. Après la mort de prince Louis, il devint le prétendant officiel au trône impérial.

¹² László Teleki (1811-1861) est un écrivain et homme politique hongrois. Après l'échec de la Révolution hongroise de 1848 il a émigré à Paris. En 1860 il retournait dans sa patrie, et un an après il s'est suicidé.

¹³ György Klapka (1820-1892) général de l'armée de la Révolution hongroise de 1848, en 1859 à Paris, Lajos Kossuth, László Teleki et György Klapka a formé le gouvernement hongrois émigré.

Le prince nous demanda donc d'entrer dans la discussion en toute franchise et de lui faire connaître nos vœux pour qu'il sût si j'étais disposé à concourir au but poursuivi et à quelles conditions, ajoutant qu'il ferait à l'Empereur un rapport sur notre conférence. Il désirait que ce rapport fût de nature à engager l'Empereur à affirmer personnellement qu'il entraînait dans mes vues. Il me pria aussi d'être certain que lui-même (le prince Napoléon) éprouvait la plus chaude sympathie pour notre pays, et qu'il serait heureux si, par son intermédiaire, il pouvait favoriser notre entente avec le souverain.

MOI - J'accepte avec reconnaissance la déclaration de Votre Altesse, et je vous remercie de la sympathie que vous avez daigné exprimer pour ma patrie. Mais que Votre Altesse me permette d'espérer que nous serons d'accord sur ce point qu'en politique ce sont les intérêts qui décident en dernier ressort. (...) Je prends comme point de départ cette coïncidence d'intérêts : mais, précisément à cause de cela, je ne puis espérer arriver à un accord avec Votre Altesse et avec l'Empereur que si je suis dûment assuré que la Hongrie occupe dans la politique de l'Empereur une place, non-seulement comme moyen d'action, mais aussi comme but et comme but coordonné à celui qui détermine la guerre. Donc avant de m'engager dans des développements plus détaillés, permettez-moi, Monseigneur, de vous demander quelles sont les intentions de l'Empereur par rapport à la Hongrie.

LE PRINCE - Le dessein de l'Empereur est de faire de la Hongrie un État indépendant. Il n'en a pas d'autre. Il entend faire respecter le droit souverain de la nation magyare à la libre disposition d'elle-même ; il n'entend pas se mêler de ses affaires intérieures et ne pose qu'une condition: c'est que les Magyars ne constituent pas une république, mais s'en tiennent à la monarchie constitutionnelle. J'espère que vous trouverez cela naturel, du moment que vous vous alliez avec des monarques.

MOI - Je trouve cela très naturel. D'ailleurs, la monarchie constitutionnelle s'accorde parfaitement avec les sentiments traditionnels de ma nation. Tout le passé de la Hongrie est monarchique, et une histoire de dix siècles laissent de profondes traces dans le caractère d'une nation. Personnellement, je suis républicain, mais je suis avant tout patriote, et je mets mon pays au-dessus de mes théories. (...) J'accepte donc sans nulle réserve cette condition de l'Empereur, et j'affirme à Votre Altesse que le sentiment général de ma nation l'acceptera. Mais pour pouvoir donner une direction à l'opinion publique de notre pays, je désirerais savoir quel personnage agréerait le plus à l'Empereur comme roi de Hongrie.

LE PRINCE - Pour ce point, l'Empereur l'abandonne absolument à vos désirs ; et il ne formule à ce sujet aucun vœu particulier.

MOI - Naturellement nous ne pouvons même pas songer à disposer de la couronne hongroise. Nous n'en avons pas le droit. Mais je connais ma pa-

trie. Je sais que la reconnaissance est inhérente à son caractère. Et puisque la Hongrie, si elle devenait indépendante à la suite de ces négociations, devrait cette indépendance à la protection de l'Empereur, et que cette protection devrait être attribuée à l'appui que Votre Altesse nous aurait bien voulu donner, je ne cache pas ma conviction que mon pays offrirait à Votre Altesse la couronne de Saint-Etienne.

Là-dessus, le prince, qui était assis en face de moi, auprès d'une petite table, se leva de son siège, s'inclina et dit : – Je sens tout le prix de cet honneur et je vous en remercie beaucoup. Mais, je vous prie, qu'il n'en soit plus question, et surtout n'en dites pas un seul mot devant l'Empereur, lorsque vous lui parlerez. Nous autres Bonaparte, nous avons beaucoup appris de l'histoire de notre oncle. Nous avons appris non-seulement ce qu'il faut faire, mais aussi ce qu'il faut éviter. Et dans cette dernière catégorie se range le fait de placer sur des trônes étrangers des membres de notre famille ; car cela pourrait susciter des coalitions européennes, et, permettez-moi de vous le dire, nous ne pourrions compromettre le sort de la dynastie napoléonienne en France, fût-ce même pour la magnifique couronne de Hongrie. Qu'il n'en soit plus question entre nous. Laissons cela. Allons au côté pratique des choses. Dites-moi ce que vous désirez, ce qu'il vous faut pour pouvoir armer la nation hongroise et profiter de la guerre d'Italie pour la reprise de la lutte pour l'indépendance de votre patrie. (...)

ENTRETIEN NOCTURNE AUX TUILERIES AVEC NAPOLÉON III

Dans la salle décorée de trophées qui donne sur le cabinet de travail de l'Empereur, le prince me précéda pour m'annoncer. L'Empereur vint au-devant de moi jusqu'à la porte, me serra cordialement la main, avec le « Enchanté de faire votre connaissance! » d'usage ; nous nous assîmes – l'Empereur, le prince et moi – L'ordre fut donné que personne ne nous dérangeât, et nous causâmes pendant deux heures. (...)

L'EMPEREUR – Je souhaite de tout mon cœur pouvoir réaliser vos vœux patriotiques. Je désire et je m'efforcerai, je vous l'assure, que vos vœux puissent être réalisés. Mais tout dépend des circonstances. En politique il faut compter avec elles. Le prince m'a fait part de vos idées. Si j'ai bien compris, vous subordonnez à deux conditions la participation de la Hongrie à la guerre : l'une, c'est que j'étende le théâtre de la guerre des bords du Pô jusqu'à ceux du Danube et de la Theiss ; l'autre, que j'appuie l'apparition de mes troupes sur le territoire hongrois par une proclamation dans laquelle, en rappelant les volontés exprimées au nom de la nation par la Diète de Hongrie en 1849, j'invite votre nation, en qualité d'amie et alliée, à faire valoir sa déclaration d'indépendance et à prendre les armes pour vaincre l'ennemi. Ai-je bien compris ?

MOI – Oui, Sire, parfaitement ; et je suis convaincu que Son Altesse Impériale a trop fidèlement traduit les motifs de ma décision, pour que je doive les répéter.

L'EMPEREUR – Aussi n'est-ce pas nécessaire. Le prince a bien expliqué vos idées, et de plus il a plaidé chaleureusement votre cause. J'apprécie vos motifs : j'ai réfléchi à cette affaire. En ce qui concerne la proclamation, je n'y vois pas d'objection si l'envoi de l'armée, votre deuxième condition, peut avoir lieu. La chose n'est pas sans précédent dans l'histoire de mon pays. (*L'Empereur s'approcha de la table et y prit un parchemin roulé*) – Voici l'original de la proclamation que mon oncle a adressée à la nation hongroise en 1809. La connaissez-vous ?

MOI – Si je la connais ! Je la sais presque par cœur. « L'Empereur d'Autriche, infidèle à ses traités, méconnaissant la générosité... »

L'EMPEREUR – C'est bien cela. Vous avez bonne mémoire. J'ai donc un précédent. Et l'insuccès de cette proclamation ne m'arrête pas. Les circonstances étaient différentes. Ce qui est arrivé en 1848-1849 a complètement changé la situation, et je serais appuyé par les patriotes magyars, en qui la nation a confiance. Cette circonstance fit défaut à mon oncle. Nous pourrions donc considérer ce point comme tranché, s'il n'y avait pas l'autre question, celle de l'envoi des troupes, qui en est naturellement la condition préalable. Mais, sous ce rapport, je dois vous avouer qu'il y a de grands obstacles, et le plus grand de tous, c'est l'Angleterre. Le ministère tory qui est au pouvoir témoigne d'un mauvais vouloir déterminé à l'égard de mon entreprise, même en ce qui concerne l'Italie seule. Il se cramponne aux traités de 1815, que d'autres ont déchirés et que moi-même j'ai assez fortement entamés, puisque c'est par ces traités que les Napoléon ont été proscrits et que pourtant je me trouve ou je suis. Cependant le prétexte est bon pour déguiser le mauvais vouloir. (...) J'ai lieu de croire que l'Angleterre irait même jusqu'à intervenir contre moi, et c'est ce que je ne puis risquer. Je vous prie d'y réfléchir.

LE PRINCE (interrompant) – Mais, Sire, ne pourrions-nous pas gagner l'Angleterre. Elle a de grands intérêts en Orient. Si nous lui montrions Constantinople en perspective ?

L'EMPEREUR (tenant sa cigarette au dessus de la lampe). – *Il ne faut jamais vouloir l'impossible.*

MOI – Cela est réellement impossible, et je ne pense pas qu'il faille y songer. Mais permettez, Sire : que demandez-vous à l'Angleterre ? Est-ce d'être votre alliée comme en Crimée et de prendre part à la guerre ?

L'EMPEREUR – Oh ! Non ! Je n'y pense même pas. La seule chose que je désire, c'est qu'elle me garantisse sa neutralité.

MOI – Je dois supposer, Sire, que lorsque la crise a éclaté par *l'ultimatum* autrichien, qui ressemblait fort à une déclaration de guerre, le gouvernement de Votre Majesté a certainement fait des démarches à Londres pour savoir quelle serait l'attitude de l'Angleterre, dans le cas où Votre Majesté prendrait part à la guerre. Oserais-je vous demander, Sire, si vous n'avez pas reçu à ce sujet quelque déclaration officielle et rassurante de l'Angleterre ?

L'EMPEREUR – Non. La dépêche de mon gouvernement, rédigée en ce sens, n'a pas encore reçu de réponse.

MOI – Le gouvernement anglais serait certes très porté à soutenir l'Autriche ; mais, en raison du courant de l'opinion publique en Angleterre, il ne peut pas aller aussi loin et entraîner la Grande-Bretagne dans une guerre par pure amitié pour l'Autriche, avant du moins qu'il puisse la justifier par une lésion positive de quelque intérêt direct de l'empire britannique. Je ne serais donc pas précisément étonné que le gouvernement anglais, dans sa réponse, fit espérer sa neutralité.

L'EMPEREUR – A moi aussi, cela paraît vraisemblable. Mais, vu les tendances de ce cabinet, je ne serais pas rassuré si la gestion de la politique anglaise devait rester dans les Mmes mains.

MOI – Cette méfiance de Votre Majesté n'est que trop fondée. La tâche consisterait donc à renverser le gouvernement de lord Derby,¹⁴ et à le renverser précisément sur la question de la politique étrangère, pour que les whigs pussent prendre la place des torys, et à des conditions préalablement établies qui garantissent complètement la neutralité de l'Angleterre. Eh bien, puisque Votre Majesté ne demande que cela de la Grande-Bretagne, permettez-moi de vous déclarer que je prends sur moi de réaliser *ce desideratum*.

L'EMPEREUR – Que dites-vous ? Vous croyez en être capable ?

MOI – Oui, Sire, je l'espère. Que Votre Majesté veuille bien ne pas prendre cette affirmation pour une vantardise. Je suis un pauvre exilé, et je ne rêve certainement pas de pouvoir tracer sa voie à la politique anglaise. Mais je connais la situation des partis. J'ai des déclarations d'amitié avec ceux qui pourraient amener ce résultat, et j'espère pouvoir agir de façon qu'ils le fassent. (...) – Je ne reçois pas, dis-je, une seule lettre, une seule information de mon pays où ne se trouve cette question : « *Sommes-nous bien sûrs de ne pas avoir à redouter l'intervention russe ?* »

L'Empereur me déclara positivement qu'en ce qui concerne l'empire du czar, nous pouvions être parfaitement tranquilles, que non-seulement il n'interviendrait pas contre nous, mais que le gouvernement de Saint-Petersbourg était tellement irrité contre l'Autriche qu'il verrait avec plaisir l'affranchissement de la Hongrie. Seulement il compte naturellement que

¹⁴ Edward George Geoffrey Smith-Stanley, Comte de Derby, (1799-1869), Premier ministre du Royaume-Uni, 20 février 1858-11 juin 1859.

nous ne compliquerons pas l'affaire hongroise de la question polonaise. A ce point de vue, l'Empereur me recommanda la plus grande prudence. Je m'empressais de le rassurer. Quant à la Prusse, l'Empereur émit l'avis que jusqu'ici il n'était pas à craindre que le cabinet de Berlin eût l'intention de secourir l'Autriche, soit directement, soit indirectement. Les demandes de la cour de Vienne ont été positivement repoussées. Lui, l'Empereur, fera tout pour confirmer le cabinet de Berlin dans cette attitude, et il croit que, sous ce rapport, il sera appuyé par la Russie. – D'ailleurs, continua en souriant l'Empereur, si contre mon attente la Prusse se mêlait à la guerre, elle ne prendrait certainement pas la Hongrie pour le théâtre de ces opérations. J'espère, d'ailleurs, qu'elle ne s'en mêlera pas. (...)

L'Empereur mit fin à cette longue conversation par ces mots : – *C'est donc entendu, je vous affirme que je ne réclamerai le concours de la Hongrie pour la guerre qu'en un seul cas, c'est-à-dire si je puis vous accorder les garanties demandées ; sinon, non. J'ai l'intention de faire tout ce qui sera possible pour les accorder. (..) Le gouvernement piémontais sera dûment prévenu, et l'on aura soin de vous pourvoir d'argent, d'armes ; on s'occupera aussi de vous fournir les moyens convenables pour faire le triage des prisonniers de nationalité hongroise. C'est le sénateur Flétri qui se chargera des détails. C'est avec lui que vous serez en relation. (..) Quand vous aurez mené à bonne fin votre importante entreprise en Angleterre, rendez-vous, je vous prie, en toute hâte en Italie. Prévenez-moi par Flétri de votre arrivée. (..) Au revoir, en Italie ! (.)*

C'était une nuit splendide et sereine. En sortant des Tuileries, le prince me proposa d'allumer un cigare et de faire une promenade le long du quai. – Je puis vous dire, commença-t-il, que cette entrevue vous autorise à concevoir de grandes espérances. Vous pouvez être satisfait du résultat. L'Empereur vous a tenu un langage beaucoup plus affirmatif que je ne l'aurais espéré. Car il est très hésitant, il se décide difficilement. Mais dès qu'il s'est décidé, il est dur comme le granit. (*Le prince frappait de son poing le parapet du quai*).

QUARTIER GENERAL IMPERIAL DE VALEGGIO,¹⁵ 3 JUILLET 1859 SECONDE ENTREVUE SECRETE ENTRE NAPOLEON III ET KOSSUTH

J'étais chez l'Empereur à huit heures du matin. Non seulement il m'a reçu tout de suite, mais encore il m'a retenu chez lui pendant plus d'une heure ; de telle sorte que le Roi de Sardaigne a été obligé d'attendre environ une demi-heure. Piétri était présent à l'entrevue, et quand nous sortîmes, il me dit : – *C'est étonnant, il vous a reçu avec des égards extraordinaires et vous a traité avec une considération affectueuse. C'était exact. Nous n'avons pas cherché à nous mystifier mutuellement ; nous avons causé ensemble en toute franchise, et nous nous sommes réciproquement déclaré sur quoi nous pouvions compter. Je commençais par lui rendre compte du résultat de mes*

¹⁵ Valeggio sul Mincio est une commune italienne de la province de Vérone dans la région Vénétie en Italie.

démarches en Angleterre. Je craignais de paraître me vanter, mais Piétri intervint : – Le plus étrange, dit-il, c’est que Monsieur Kossuth a dans sa poche des lettres des ministres anglais, où ils s’engagent à maintenir l’Angleterre dans la neutralité, même si nous allions en Hongrie. – *Vraiment !* demanda l’Empereur. *Puis-je les voir?* Je lui remis les lettres. Elles parurent l’intéresser vivement ; il les lut une à une, souriant entre-temps et secouant la tête d’un air de surprise. Alors, je pris la parole : – Votre Majesté peut voir par là, lui dis-je, que non-seulement j’ai fidèlement rempli la mission dont je m’étais chargé, mais qu’elle a eu un succès plus grand que je ne l’avais espéré. Je me sentais autorisé à lui demander : – Cet obstacle étant écarté, que décide maintenant Votre Majesté relativement à la Hongrie?

LUI – Je vois encore un obstacle, la Prusse. J’ai déjà reçu de Lord John Russell¹⁶ une dépêche, dans laquelle, par suite de votre voyage ici, voyage dont la diplomatie paraît se préoccuper beaucoup, il me confirme officiellement la neutralité inconditionnelle de l’Angleterre, mais il exprime la persuasion que l’extension du théâtre de la guerre à la Hongrie provoquerait les Allemands.

MOI – La neutralité de l’Angleterre une fois assurée, je ne juge pas cela vraisemblable. Cependant, en supposant même que les Allemands fussent provoqués, permettez-moi de vous demander, Sire, si vous êtes disposé à accepter une paix qui ne ressoudé pas la question italienne.

LUI – A moins d’être battu ou contraint par *une médiation année de l’Europe*, je n’accepterai pas une paix semblable. (...) C’est bien. Vous agissez en bon patriote. J’accepte ceci pour base : ou j’enverrai mon armée en Hongrie, ou je ne demanderai pas que les Hongrois se soulèvent. Et j’enverrais une armée, si cela n’est pas absolument impossible. Pour que je puisse le faire, il faut d’abord que quelques opérations soient terminées. Si, dans l’intervalle, l’Europe entière me contraignait par une médiation armée à une paix acceptable, l’expédition en Hongrie n’aurait pas lieu : autrement elle se fera ; dans le premier cas, vous aurez du moins empêché la Hongrie de se compromettre. En attendant, appliquez-vous à préparer une armée. Je vous donnerai l’argent et toutes les facilités nécessaires. Il est de votre intérêt à vous que, si nous allons en Hongrie, vous ayez aussi une année à vous.

MOI – Sans doute. *Mais à côté d’une année française ; c’est la condition sine qua non.* A moi personnellement, la parole de Votre Majesté me suffit, mais pour mes compatriotes, il faut une garantie, et je la trouverai dans ce fait que le drapeau français soit engagé dans mon pays.

Lui. – C’est entendu. sinon, non.

En prenant congé, il répéta ces paroles sur un ton très ferme. Il se sépara de moi très cordialement en disant « *Au revoir* »

¹⁶ John Russell (1792-1878) comte Russell, connu sous le nom de Lord Russell; homme politique britannique, Premier ministre du Royaume-Uni, 30 juin 1846 - 23 février 1852 et 19 octobre 1865 - 28 juin 1866: